
Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 4 au 10 avril 2019

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Relation États-Unis / Mexique

Le Président des États-Unis a menacé d'imposer un droit de douane de 25 % sur les automobiles mexicaines si le Mexique n'agissait pas plus fortement pour réduire le flux de migrants et le narcotrafic entre les deux pays. 2,6 M d'automobiles légères ont été exportées par le Mexique aux États-Unis en 2018.

La réforme du droit du travail que le Mexique s'est engagé à réaliser dans le traité du nouvel accord commercial avec les États-Unis et le Canada (USMCA) a été approuvée par la Commission du Travail de la Chambre des députés le 10 avril. La réforme, qui prévoit notamment la création d'une justice du travail indépendante et la mise en place d'une véritable démocratie syndicale, devrait être approuvée par les deux chambres parlementaires mexicaines d'ici la fin du mois d'avril.

22 PDG d'entreprises étatsuniennes se rendent à Merida les 11 et 12 avril afin de rencontrer les Ministres des Affaires Étrangères et de l'Économie mexicains. Ils seront accompagnés par Wilbur Ross, Secrétaire au Commerce des États-Unis. La rencontre est organisée par Tom Donohue, Président de la Chambre de Commerce mexicano-étatsunienne et Carlos Salazar Lomelín, Président du Conseil de Coordination Entrepreneurial.

Economie

Le FMI réduit ses prévisions de croissance pour le Mexique à 1,6% en 2019 et 1,9% en 2020, soit respectivement 0,5 et 0,3 point de pourcentage de moins que lors de ses dernières estimations en janvier. Il prévoit 2,7 % à la fin du mandat d'AMLO, loin des 4 % envisagés par le Président. Selon la chef-économiste du Fonds, Gita Gopinath, l'incertitude politique qui devrait continuer à peser sur les investissements nationaux et étrangers et la politique monétaire plus restrictive sont les deux principales causes du ralentissement de la croissance économique. Selon le FMI, l'investissement en proportion du PIB devrait passer de 22,9 % en 2019 à 20,7 % en 2024, soit son plus bas niveau depuis que l'indicateur est mesuré (1983).

La Banque Mondiale a également abaissé ses prévisions de croissance pour le Mexique, à 1,7 % pour 2019 vs. 2 % précédemment. Elle précise que cette estimation reflète les préoccupations des marchés après l'annulation du NAIM et la suspension de la réforme énergétique. Elle considère toutefois positive la présentation d'un budget prudent.

Le Gouverneur de la Banque centrale a présenté l'incertitude, l'insécurité, l'impunité et la corruption comme les facteurs explicatifs de la faiblesse de l'économie mexicaine, devant la commission des Finances du Sénat. Il a confirmé la nécessité d'une politique monétaire prudente dans ce contexte économique

BBVA Bancomer a réduit sa prévision de croissance pour l'économie mexicaine pour 2019, de 2,0% à 1,4%. Le chef économiste de la banque, Carlos Serrano, met en avant un retard des investissements dû à l'incertitude liée au futur de la relation commerciale avec les États-Unis et une baisse attendue des exportations vers le voisin du nord. Le pronostic de croissance de la banque pour 2020 reste inchangé, à 2,2%.

L'inflation a enregistré une légère hausse en mars 2019, atteignant 4,0% g.a., soit la limite supérieure de l'intervalle cible de la Banque centrale (3% ± 1pt). La variation mensuelle de l'inflation a atteint 0,39% en mars. L'inflation non sous-jacente s'élève à 5,47% g.a., après 5,25% en février, dont la hausse est principalement due aux produits énergétiques (+6,86% g.a.), affectés par les prix du pétrole. L'inflation sous-jacente atteint 3,55% g.a..

L'indice mensuel de la consommation privée sur le marché interne a crû de 2,2% g.a. en janvier 2019, selon l'Institut National de Statistiques et de Géographie (Inegi). L'achat de produits nationaux a crû de 1,49% g.a. en janvier 2019, après trois mois de baisse, et la consommation de produits importés a augmenté de 6,39% g.a.. Ces chiffres traduisent le niveau de confiance élevé des consommateurs : janvier 2019 a été le début d'année le plus optimiste pour les Mexicains depuis 2001.

La formation brute de capital fixe a crû de 1,1% g.a. en janvier 2019, selon l'Inegi, avec une augmentation de 2,1% g.a. des dépenses en construction mais une contraction de -0,7% g.a. des investissements en machines et équipements. Les investissements en janvier 2019 ont été 8,0% plus importants que ceux de décembre 2018, où la formation brute de capital fixe avait chuté de -6,3% g.a..

La production automobile au T1 2019 atteint près d'1 million de véhicules, soit une augmentation de 3% par rapport au T1 2018. Sur le million de véhicules assemblés, 837 000 ont été exportés dont 658 000 vers les Etats-Unis, soit une hausse de 10% g.a. des exportations mexicaines vers son voisin.

Les grèves et les licenciements dans 80 entreprises de Matamoros, ville frontalière du Tamaulipas, ont généré des pertes estimées à 5 Mds USD par l'Industrie Manufacturière d'Exportation (IMMEX). Le conflit, débuté en janvier après les plaintes quant à la non mise en œuvre du doublement du salaire minimum, s'est terminé le 3 avril après 82 jours de grèves et arrêts de travail illégaux, qui ont provoqué la fermeture de trois usines et la perte de 5 000 emplois.

Santander propose à ses clients un service de transferts bancaires via l'application de messagerie WhatsApp, jusqu'à 4 000 MXN (211 USD) par jour et par client. Une partie de la clientèle de la banque a commencé en avril à tester cette nouvelle fonctionnalité, qui sera disponible pour l'ensemble des clients à partir du mois de mai. Le transfert pourra bénéficier à n'importe quelle personne, cliente ou non de la banque.

Le nouvel Indice de Maturité pour l'Adoption de Paiements Electroniques, calculé par Visa Consulting & Analytics, montre que dans 80% des municipalités mexicaines, le système de paiement électronique est peu ou pas développé. Prenant en compte, entre autres, le nombre de cartes bancaires par habitant, les transactions en points de vente, les retraits en distributeurs automatiques ou le nombre d'agences bancaires, cet indice permettra à Visa de mieux cibler ses stratégies auprès d'émetteurs, acquéreurs et commerces.

L'institut Mexicain de la Compétitivité (IMCO) a recommandé l'annulation du projet de construction de la nouvelle raffinerie à Dos Bocas (Tabasco, Sud-Est) afin de dédier ces ressources à Pemex pour la mise en place d'activités plus rentables. Pour mémoire, le projet de raffinerie est un des projets clés de la campagne du Président AMLO. L'IMCO indique que la raffinerie est rentable dans seulement 3 de 100 scénarii identifiés.

Finances publiques

Une réforme du code fiscal fédéral a été adoptée afin de sanctionner l'acquisition ou la délivrance de fausses factures d'une peine de 3 mois à 6 ans de prison. Entre 2010 et 2018, il est estimé à plus de 8 000 le nombre d'entreprises ayant utilisé ce type d'évasion fiscale, qui aurait coûté sur la période 108 Mds USD de manque à gagner fiscal au pays, selon le Fisc mexicain (SAT).

Le Président de la République a indiqué que l'impôt sur la possession de véhicules (collecté par les États) ne sera pas rétabli. Ces déclarations suivent celles du Vice-Ministre des Finances, Arturo Herrera, qui avait appelé les gouvernements locaux à un rétablissement de cet impôt et à une application plus rigoureuse des impôts fonciers. Collectées respectivement par les autorités municipales et étatiques, ces taxes pourraient générer des revenus additionnels aux gouvernements locaux estimés entre 100 et 120 Mds MXN (5,3 à 6,3 Mds USD) si elles étaient mieux mises en œuvre, selon Herrera. L'impôt sur la possession de véhicules a été progressivement abrogé dans la plupart des gouvernements locaux (seuls 13 l'appliquent encore).

Le Ministre des Finances a confirmé l'utilisation des ressources du Fonds de Stabilisation des Revenus Pétroliers (FEIP) pour un nouveau plan de sauvetage de PEMEX. L'idée avait déjà été mise en avant par le Vice-Ministre des Finances Arturo Herrera fin mars.

La majorité Présidentielle à la chambre basse mexicaine souhaite accroître la pression fiscale sur les aliments et boissons non diététiques, le tabac et l'alcool (collectés via l'IEPS – Impôt Spécial sur la Production et les Services) et remettre en cause les exemptions fiscales. Le Président de la commission du budget de la chambre basse a indiqué qu'il présenterait l'initiative en septembre. D'autres initiatives concernant la taxe immobilière et la lutte contre la fraude via l'utilisation de fausses factures seront également présentées. Ces modifications pourraient permettre, selon la majorité Présidentielle, de récolter 485 Mds MXN (26 Mds USD) de recettes fiscales supplémentaires en 2020.

Le Vice-Ministre des Finances a présenté une initiative pour la taxation des plateformes digitales en 2020. Il a indiqué que l'initiative ne serait pas un nouvel impôt, mais une amélioration des mécanismes fiscaux existants, et qu'elle serait mise en place dans l'attente d'un accord international sur la taxation des plateformes digitales.

Entreprises et grands contrats

Le Gouvernement oppose son veto à la participation des trois principaux fournisseurs pharmaceutiques du pays aux prochains appels d'offres dans le secteur de la santé, qu'il suspecte « d'influence et de corruption » dans leurs activités de ventes de médicaments. Les trois entreprises (Grupo Fármacos Especializados, Farmacéuticos Mayo et Distribuidora Internacional), qui représentent 60% des achats de médicaments des instituts de sécurité sociale public (ISSSTE) et privé (IMSS), seront exclues de leurs prochains appels d'offres le temps de l'investigation.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 10/04/2019
Bourse (IPC)	+3,62%	-7,47%	44909,14 points
Taux de change USD/Peso	-2,08%	+3,41%	18,82 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	-1,76%	-5,82%	21,21 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain	+1,67%	+9,11%	64,09 USD

AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

Moody's a réaffirmé que l'Amérique centrale serait la sous-région du continent américain qui enregistrerait la plus forte croissance en 2019. Selon l'agence de notation, le Panama et la République dominicaine seront les pays avec les deux plus forts taux de croissance, supérieurs à 5%, suivis par le Honduras, le Guatemala et le Costa Rica, avec une croissance comprise entre 3 et 3,5%. La région centraméricaine enregistrerait une croissance moyenne de 3% en 2019, comparable à celle de 2018.

L'entrée en vigueur de la Déclaration unique centraméricaine (DUCA), document permettant la facilitation du commerce intra-régional, initialement fixée au 1er avril, a été repoussée au 7 mai 2019.

En 2018, 28 études d'impact sur l'environnement (EIE) ont été présentées pour la construction d'hôpitaux, de cliniques et autres centres de santé dans les pays de la région, pour un montant d'investissement évalué à 812 M USD. Avec 8 EIE et 300 M USD d'investissement, le Panama est le pays d'Amérique centrale qui a concentré les investissements les plus importants. Suivent ensuite le Costa Rica (12 EIE ; 246 M USD), le Nicaragua (4 EIE ; 206 M USD) et le Honduras (4 EIE ; 60 M USD).

Les autorités des pays du Triangle Nord (Guatemala, Honduras et Salvador) se réuniront du 13 au 17 mai 2019 pour la 5^{ème} phase des négociations de l'Union douanière entre ces trois pays. Il s'agira d'évaluer le degré d'avancement du processus d'incorporation du Salvador, notamment au niveau des postes-frontières, et de vérifier les avancées dans la mise en place du nouveau système "Factura y Declaración Única Centroamericana (Fyduca)", devant faciliter les échanges de marchandises entre les 3 pays.

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

L'entreprise française Puresentiel (produits d'aromathérapie et d'huiles essentielles) a annoncé son entrée au Costa Rica, à travers la représentation de la société KPO. Ce sera sa première opération en Amérique latine et la deuxième sur le continent américain, après le Canada. Les produits commenceront à être commercialisés dans la chaîne de pharmacies Fischel.

En mars 2019, l'inflation poursuit sa baisse et atteint 1,42% g.a., la 4^{ème} baisse mensuelle consécutive (2,29% g.a. en novembre 2018). Le niveau général des prix a baissé de -0,14% par rapport à février 2019, notamment du fait de la diminution des prix des transports et des loisirs. Sur le premier trimestre de l'année, l'inflation présente un résultat accumulé de -0,01%.

Le FMI prévoit une croissance de l'économie du Costa Rica de 2,9% en 2019, en dessous des 3,2% projetés par la Banque centrale costaricienne. Le FMI prévoit une récupération de la croissance à 4,5% pour l'horizon 2024.

Selon les données de l'agence de promotion du commerce extérieur (Procomer), au cours des deux premiers mois de 2019, les exportations du Costa Rica ont augmenté de 3,2% par rapport aux deux premiers mois de 2018, passant de 1,74 Md USD à 1,80 Md USD. Toutefois, contrairement à l'augmentation générale des exportations, les ventes aux pays d'Amérique centrale ont diminué, passant de 406 M USD à 393 M USD sur les périodes considérées, soit une baisse de 3%.

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

En mars 2019, l'inflation s'établit à -0,04% en variation mensuelle et à 4,17% en glissement annuel, en baisse par rapport au mois précédent (4,46% g.a.). Les prix des produits de loisirs (-0,92% g.m.), alimentaires (-0,30% g.m.) et vestimentaires (-0,22% g.m.) reflètent la baisse mensuelle du niveau des prix. Les prix du transport (+1,34% g.m.), des boissons alcoolisées (+0,60% g.m.) et de la santé (+0,40% g.m.) ont pour leur part augmenté.

Le contexte d'incertitude politique, liée au lancement de la campagne politique, affecte la confiance des entreprises : l'indice de confiance dans l'activité économique a baissé de -8% g.a. en février et de -6% g.a. en mars.

Lors du premier trimestre 2019, les revenus provenant des *remesas* ont totalisé 2,2 Mds USD soit 9% de plus que pour la même période l'an dernier. Ces revenus ont ainsi doublé depuis le premier trimestre 2012, où ils avaient atteint 1,1 Md USD.

L'indice mensuel d'activité économique (IMAE) a enregistré une croissance de 1,9% (g.a.) en février, contre 3,2% au mois de janvier.

Dans le cadre du 2^{ème} appel d'offres international lancé par le Ministère de l'Énergie et des Mines pour la concession de l'exploitation de l'oléoduc reliant le champ pétrolier de Xan (Péten) au terminal portuaire de Santo Tomas (425 km), le groupe pétrolier franco-britannique Perenco (qui exploite depuis 17 ans cet oléoduc) a été le seul à remettre une offre technique et financière. En juin 2018, lors du 1^{er} appel d'offres, Perenco avait déjà été la seule entreprise à présenter une offre (jugée non concluante, pour des raisons considérées comme infondées par l'entreprise, l'obligeant à aller au contentieux). Le Comité d'Évaluation devra, en principe dans un délai de 12 jours, annoncer si le groupe Perenco reste l'opérateur de l'oléoduc, pour une durée de 25 ans.

Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9,2 M hbts

Le taux d'inflation a atteint 4,1% (g.a.) au mois de mars.

Nicaragua

2017 – PIB : 13,7 Mds USD | Pop : 6,2 M hbts

En 2018, les transferts monétaires des migrants (*remesas*) à destination du Nicaragua ont représenté des flux de 1,5 Mds USD, soit une hausse de 7,9% par rapport à 2017. Le principal émetteur de *remesas* reste les États-Unis (55% des flux) suivis du Costa Rica (19,7%), de l'Espagne (11,2%) et du Panama (5,2%). Le montant moyen envoyé par transfert a atteint 187,3 USD, 0,7% de moins qu'en 2017.

L'inflation s'accélère et a atteint 5,1% g.a en mars, contre 3,3% en février.

En décembre 2018, l'IMAE a reculé de 7% par rapport à décembre 2017, ce qui s'explique par les mauvaises performances des secteurs de l'hôtellerie et de la restauration (-37,5% g.a.), de la construction (-36%) et du commerce (-20%).

La Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) octroie un prêt de 201,8 M USD au Gouvernement nicaraguayen pour des projets d'infrastructures routières et aéroportuaires. 176,6 M USD seront consacrés à la rénovation de 115 km de routes et 25,2 M USD seront dédiés à la rénovation, la construction, l'équipement et la mise aux normes des aéroports de Bluefields et de Corn Island.

Panama

2017 – PIB : 61,9 Mds USD | Pop : 4 M hbts

Selon la Banque Mondiale, Panama devrait être en 2019 le 2^{ème} pays de la région Amérique Latine et Caraïbes avec le taux de croissance du PIB le plus élevé, derrière St Kitts and Nevis, avec un taux de 6%. Son déficit budgétaire devrait s'établir à 2% alors qu'il était de 2,5% en 2018.

Les revenus du gouvernement ont atteint 437,4 M USD en janvier 2019, soit une baisse de 11,6% par rapport à janvier 2018 (-57 M USD). Cette diminution s'explique par une baisse des recettes fiscales de 1,4% et une baisse des recettes non fiscales de 33%.

Salvador

2017 – PIB : 28 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

En 2018, les investissements directs étrangers (IDE) dans le pays ont atteint 1,9 Md USD, soit 5% de plus qu'en 2017. Le secteur industriel a été le plus attractif, captant à lui seul 580 M USD, soit une croissance de 28,6% g.a..

La Chambre Constitutionnelle du Salvador a déclaré irrecevable la demande du secteur sucrier, qui contestait l'annulation de l'accord de libre-échange (ALE) avec Taïwan décidée en décembre 2018. Les producteurs de sucre salvadoriens avaient en effet jugé que la suspension de l'accord entre le Salvador et le pays asiatique s'était faite de manière "abrupte et non consultée". Le Salvador exporte en moyenne chaque année près de 190 M USD de sucre dont 80 000 tonnes à prix préférentiel vers Taïwan. L'Asociación Azucarera du Salvador estime que la fin de l'ALE entre les deux pays est grandement nuisible pour le secteur.

Plus de 100 M USD ont été dépensés en 2018 dans le cadre de l'organisation de plus d'un millier d'événements à caractère professionnel (foires, congrès et salons) au Salvador. Pour chaque dollar investi dans la mise en place d'une manifestation, 30 USD sont perçus par les acteurs économiques locaux (restaurants, boutiques, taxis, hôtels, vendeurs ambulants, etc.). D'après les chiffres du ministère du Tourisme, un touriste étranger dépense en moyenne 123,08 USD

par jour au Salvador, tandis qu'une personne en déplacement professionnel dépense un peu plus de 300 USD. Le Salvador envisage d'augmenter de 15% le nombre d'événements internationaux organisés sur son territoire en 2019.

CARAÏBES

2017 – PIB : 147,9 Mds USD | Pop : 27,3 M hbts

La commission de la concurrence de la Communauté Caribéenne (CARICOM) a mis en garde d'un potentiel impact négatif de la vente des actifs caribéens de ScotiaBank à Republic Financial Holdings. La vente pourrait avoir un impact négatif sur au moins 3 pays membres du CARICOM, qu'elle n'a pas cités.

Haïti

2017 – PIB : 8,6 Mds USD | Pop : 10,9 M hbts

Les transferts de fonds des migrants vers Haïti ont atteint 3 Mds USD en 2018, soit une croissance de 9,7 % par rapport à 2017.

Le Gouverneur de la Banque centrale et le Président de la chambre des députés se sont rendus au FMI le 9 avril afin de demander un report du vote du Conseil d'Administration sur le prêt concessionnel de 229 M USD, planifié pour le 24 avril. Le Gouverneur de la Banque centrale s'est déclaré satisfait, laissant savoir qu'il avait réussi à négocier un délai pouvant aller jusqu'à juin permettant l'installation d'un nouveau gouvernement. Ni le FMI, ni la Banque centrale n'ont fait de commentaires officiels sur le sujet.

Jamaïque

2017 – PIB : 14,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

La confiance des consommateurs et la confiance des producteurs ont toutes deux atteint des niveaux historiquement hauts au T1 2019, à 177 et 151 points respectivement. La confiance des consommateurs a crû de 2 % et la confiance des producteurs de 8 % par rapport au T4 2018.

Le FMI prévoit une croissance de 1,7 % pour la Jamaïque en 2019, et de 1,9 % en 2020. Le FMI est en ligne avec les récentes projections de croissance de la Banque de Développement des Caraïbes.

République dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

L'inflation a atteint 1,47% g.a. en mars 2019, mais inférieure à la cible de la Banque centrale (4,0% ± 1 pt), en croissance depuis février (1,19 % g.a.) et le niveau le plus élevé depuis novembre 2018. L'inflation sous-jacente a atteint 2,15 % g.a.

Le Gouverneur de la Banque centrale a considéré qu'une réforme fiscale n'était pas nécessaire maintenant, contrairement au Ministre des Finances, qui insiste sur sa pertinence immédiate étant donnés les bas niveaux de collecte fiscale. Il appelle à une augmentation du salaire réel dans le secteur public. Il indique que celui-ci n'a pas crû en 27 ans, malgré la croissance de l'économie dominicaine.

Les exportations ont crû de 8,3 % g.a. sur le premier bimestre de l'année, atteignant 1,52 Md USD. Le rythme de croissance des exportations est inférieur à celui de l'année dernière, mais est toutefois supérieur à sa moyenne entre 2013 et 2018.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.